

Jean-François Perrin

Professeur hon. de l'Université de Genève

Droit de l'association

Schulthess > 2004

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	5
TABLE DES MATIÈRES.....	7
ABRÉVIATIONS.....	15
BIBLIOGRAPHIE.....	17
ART. 60.....	21
A. LE BUT NON ÉCONOMIQUE.....	22
a. <i>Les associations et la classification des organisations corporatives.</i>	22
b. <i>La définition du but non économique.</i>	23
c. <i>But économique et but idéal.</i>	25
B. LA VOLONTÉ D'ÊTRE ORGANISÉE CORPORATIVEMENT.....	26
a. <i>Nature de l'acte juridique de fondation.</i>	26
b. <i>Nature de l'acte d'adhésion.</i>	28
C. EXIGENCES LÉGALES CONCERNANT LES STATUTS.....	29
a. <i>Le but.</i>	30
b. <i>Les ressources.</i>	32
c. <i>L'organisation de l'association.</i>	32
d. <i>Le nom de l'association.</i>	33
e. <i>Le domicile de l'association.</i>	34
f. <i>Le nombre minimum de membres.</i>	36
g. <i>La forme écrite des statuts.</i>	37
ART. 61.....	41
A. EFFETS DE L'INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE.....	42
a. <i>L'absence d'effet constitutif.</i>	42
b. <i>L'effet déclaratif.</i>	43
B. LES CONDITIONS DE L'INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE.....	46
a. <i>L'inscription facultative</i>	46
b. <i>L'inscription obligatoire.</i>	46
c. <i>Les formalités nécessaires et suffisantes.</i>	47
C. LES CONSÉQUENCES DE LA NON-INSCRIPTION.....	47
a. <i>Les amendes d'ordre.</i>	48
b. <i>La responsabilité civile.</i>	48
c. <i>L'inscription par sommation.</i>	48

ART. 62 ...A.....	49
A. INSERTION DES ASSOCIATIONS SANS PERSONNALITÉ DANS LA TYPOLOGIE DES GROUPEMENTS DE PERSONNES ?.....	50
a. Les contradictions implicites que recèle l'art. 62 CCS.....	50
b. L'assimilation à la société simple et sa conséquence du point de vue de la classification des associations sans personnalité.....	57
c. L'art. 62 CCS a-t-il une quelconque chance d'être appliqué ?.....	57
B. SORT ET STATUT JURIDIQUE DES GROUPEMENTS DE PERSONNES QUI NE VEULENT OU NE PEUVENT ACQUÉRIR LA PERSONNALITÉ MORALE.....	52
a. Un groupement déterminé de personnes peut décider de poursuivre un but commun, idéal ou non, sans souhaiter pour autant créer un nouveau sujet de droit.....	53
b. Un groupement de personnes peut avoir voulu constituer une association mais ne pas avoir satisfait aux prescriptions légales impératives qui posent les conditions (déforme ou de fond) pour l'acquisition de la personnalité morale.....	55
c. Aux termes de l'art. 62 CCS les associations en formation sont assimilées aux sociétés simples.....	54
ART. 63.....	57
A. LE CARACTÈRE SUPPLÉTIF DES DISPOSITIONS QUI RÉGISSENT L'ASSOCIATION.....	58
a. L'interprétation des silences des statuts.....	58
b. La primauté des statuts sur la loi.....	60
B. LES LIMITES DE L'AUTONOMIE ORGANISATIONNELLE.....	61
a. En tant qu'actes juridiques, les statuts sont soumis aux limites générales de l'autonomie de la volonté qui sont instaurées par l'ordre juridique.....	61
b. Les dispositions impératives du droit de l'association.....	63
ART. 64.....	65
A. L'ART. 64 AL. 1 CCS EST-IL DE DROIT DISPOSITIF ?.....	66
a. Les limites du principe de l'autonomie en matière d'organisation du pouvoir suprême.....	66
b. Les modalités compatibles avec les exigences de l'art. 64 al. 1 CCS-....	68
B. LA CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	69
a. La convocation de l'assemblée générale incombe à la direction (art. 64 al. 2 CCS).....	69
b. La périodicité de la tenue d'une assemblée générale est l'affaire des statuts.....	70
c. La convocation doit avoir lieu sur demande d'un cinquième des membres	70

TABLE DES MATIÈRES

<i>d. Le délai de convocation</i>	<i>71</i>
<i>e. La nécessité d'une convocation écrite personnelle.....</i>	<i>71</i>
<i>f. L'ordre du jour.....</i>	<i>72</i>
<i>g. Réunion de tous les sociétaires.....</i>	<i>72</i>
ART. 65	73
A. LES ATTRIBUTIONS ORDINAIRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	75
<i>a. La règle générale de compétence en faveur de l'assemblée générale</i>	<i>75</i>
<i>b. La nomination de la direction.....</i>	<i>76</i>
<i>c. L'admission et l'exclusion des membres.....</i>	<i>77</i>
B. LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EN MATIÈRE DE CONTRÔLE	78
<i>a. L'assemblée générale peut déléguer cette compétence à un organe de contrôle</i>	<i>78</i>
<i>b. Ces attributions s'exercent régulièrement par le vote de la décharge....</i>	<i>79</i>
<i>c. L'art. 65 al. 2 CCS cite nommément la compétence de révoquer les organes sociaux.....</i>	<i>79</i>
<i>d. La réserve des droits reconnus conventionnellement.....</i>	<i>80</i>
<i>e. Le pouvoir de l'assemblée générale de révoquer les organes sociaux pour de justes motifs.....</i>	<i>82</i>
ART. 66	83
A. LA FORMATION DE LA VOLONTÉ SOCIALE.....	84
<i>a. La nature des décisions de l'assemblée générale</i>	<i>84</i>
<i>b. L'art. 66 al. 1 CCS est une règle attributive de compétence.....</i>	<i>84</i>
<i>c. L'art. 66 al. 1 CCS n'est que partiellement impératif.....</i>	<i>85</i>
<i>d. La formation de la volonté sociale est essentiellement et d'abord une affaire interne de l'association</i>	<i>86</i>
B. LA FORMALISATION DES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	87
<i>a. Les limitations statutaires au principe du consensualisme.....</i>	<i>87</i>
<i>b. En dérogation aux textes des art. 66 al. 1 et 2 CCS, les statuts peuvent prévoir que l'assemblée générale est habilitée à pren-dre tout type de décisions (ou seulement certaines d'entre elles) par la voie de circulation</i>	<i>88</i>
<i>c. L'adhésion écrite de tous les membres.....</i>	<i>88</i>
ART. 67	91
A. LE DROIT DE VOTE DES SOCIÉTAIRES.....	92
<i>a. Le principe du droit de vote égal de chaque membre</i>	<i>92</i>
<i>b. Les exceptions au principe du droit de voté égal.....</i>	<i>92</i>
<i>c. Les statuts peuvent prévoir les modalités d'un droit de vote par représentation.....</i>	<i>94</i>

<i>d. Le droit de vote des mineurs et (ou) interdits, capables de discernement</i>	96
<i>e. Le droit de vote peut-il être conféré à des non-membres ?</i>	96
<i>f. Les conventions concernant l'exercice du droit de vote</i>	97
<i>g. Le vote obligatoire</i>	97
B. LE PRINCIPE MAJORITAIRE	98
<i>a. Le principe de la majorité des membres présents</i>	98
<i>b. Faut-il compter les membres représentés à l'assemblée au nombre des «présents» ?</i>	98
<i>c. Quel est le type de majorité visée par l'art. 67 al. 2 CCS ?</i>	99
<i>d. Le décompte des «membres présents»</i>	700
C. L'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	100
<i>a. Dans la règle l'assemblée générale ne peut prendre de décisions que concernant des objets figurant à l'ordre du jour</i>	700
<i>b. Comment un objet doit-il être porté à l'ordre du jour ?</i>	707
<i>c. Les statuts peuvent autoriser des dérogations à la règle de la compétence limitée aux points figurant à l'ordre du jour</i>	707
ART. 68	103
A. LES CONDITIONS SUBJECTIVES D'APPLICATION DE L'ART. 68 CCS	104
<i>a. Cercle des personnes nommément visées par l'art. 68 CCS</i>	704
B. NATURE DES DÉCISIONS POUR LESQUELLES LE SOCIÉTAIRE DOIT ÊTRE PRIVÉ DU DROIT DE VOTE	105
<i>a. Les contrats conclus avec des tiers, comme les procès qui opposent l'association à ceux-ci, tombent clairement sous le coup de l'art. 68 CCS</i>	705
<i>b. Privation du droit de vote pour les actes sociaux internes ?</i>	705
C. CONSÉQUENCES DE LA VIOLATION DE L'ART. 68 CCS	107
ART. 69	109
A. LA CONSTITUTION DE LA DIRECTION	110
<i>a. Compétence pour nommer la direction</i>	770
<i>b. Les conditions d'éligibilité</i>	777
<i>c. L'acceptation de la fonction et ses conséquences</i>	773
B. LES RÈGLES RÉGISSANT LA COMPOSITION ET LE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION	115
<i>a. Composition de la direction</i>	775
<i>b. Les règles de fonctionnement de la direction</i>	776
C. LES ATTRIBUTIONS DE LA DIRECTION	118
<i>a. Quelles sont les tâches qui appartiennent au domaine de la gestion ?</i>	118
<i>b. La représentation</i>	779

TABLE DES MATIERES

D. LA RESPONSABILITÉ DES MEMBRES DE LA DIRECTION.....	122
a. La responsabilité externe.....	722
b. La responsabilité interne.....	723
c. Responsabilité solidaire du membre fautif de la direction et de l'association.....	723
d. La décharge.....	124
ART. 70.....	125
A. L'ACQUISITION DE LA QUALITÉ DE SOCIÉTAIRE.....	126
a. Les conditions de l'accès au sociétariat.....	726
b. La candidature.....	727
c. L'adhésion.....	727
B. LA PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE.....	129
a. La démission.....	729
b. La perte de la qualité de membre par la survenance d'une condition résolutoire.....	737
c. La perte de la qualité de membre par suite du décès.....	732
d. Les statuts peuvent-ils lier le droit de sortie au paiement d'une indemnité compensatoire ?.....	732
e. L'abus du droit de sortie.....	733
ART. 71.....	135
A. LA FIXATION DE LA COTISATION PAR LES STATUTS.....	136
a. Les modalités de la fixation des cotisations.....	736
b. La responsabilité personnelle des membres lorsque la cotisation est fixée.....	737
c. Exonération de la responsabilité personnelle des membres.....	737
d. Saisissabilité des cotisations dues.....	739
B. CONTRIBUTIONS DUES À DÉFAUT DE DISPOSITIONS STATUTAIRES.....	140
a. Le système de l'art. 71 al. 2 CCS.....	140
b. La responsabilité selon l'art. 71 al. 2 CCS.....	740
C. LA RESPONSABILITÉ PERSONNELLE DES SOCIÉTAIRES.....	142
a. Les associations inscrites, dont les statuts prévoient des membres personnellement responsables, doivent-elles obligatoirement faire figurer ces dispositions statutaires au R.C. ?.....	142
b. Les associations dont les statuts contiennent de telles dispositions doivent-elles être inscrites au R.C. ?.....	143
ART. 72.....	145
A. LE SYSTÈME DE LA LOI.....	147
B. LES CONTENUS STATUTAIRES CONCERNANT LES MOTIFS D'EXCLUSION.....	147

a. La détermination des motifs d'exclusion par les statuts.....	747
b. L'autorisation de l'exclusion sans indication de motifs.....	149
C. L'ABSENCE DE CONTRÔLE JUDICIAIRE PORTANT SUR LES ' MOTIFS DE L'EXCLUSION.....	149
a. L'absence de contrôle judiciaire portant sur les motifs n 'empêche pas le contrôle judiciaire de la décision d'exclusion, sous l'angle de la procédure.....	750
b. L'absence de contrôle judiciaire portant sur les motifs n 'empêche pas la sanction judiciaire des exclusions abusives.....	750
c. L'absence de contrôle judiciaire portant sur les motifs n 'empêche pas la sanction judiciaire des exclusions qui portent atteinte aux droits de la personnalité.....	757
d. La conséquence de l'existence d'une disposition statutaire concernant l'exclusion.....	752
D. LA CONSÉQUENCE DU SILENCE DES STATUTS CONCERNANT LES MOTIFS D'EXCLUSION. J. ¹	153
a. Le silence des statuts.....	753
b. L'exclusion par décision de la société et pour de justes motifs.....	753
c. Le contrôle judiciaire des décisions d'exclusion.....	754
ART. 73.....	157
A. LA PERTE DU DROIT À L'AVOIR SOCIAL.....	158
a. Le membre sortant ou exclu n 'a pas le droit d'exiger une part du patrimoine social.....	758
b. L'art. 73 al. 1 CCS n'est pas impératif.....	759
B. LES CONTRIBUTIONS DUES PAR LE SOCIÉTAIRE SORTANT OU EXCLU.....	159
a. La responsabilité personnelle des sociétaires sortants ou exclus.....	759
b. Les prestations dues pour les contributions fixées en application de l'art. 71 al. 2 CCS.....	760
c. L'art. 73 al. 2 CCS n'est pas de droit impératif.....	767
ART. 74.....	163
A. UNE PROTECTION CONTRE LA TRANSFORMATION DU BUT SOCIAL.....	164
a. La raison d'être de l'art. 74 CCS.....	764
b. La nature du droit à la non-transformation du but social.....	764
B. L'INTANGIBILITÉ DU BUT SOCIAL.....	165
a. Changement et transformation du but social.....	765
b. La transformation défait.....	766
c. L'adjonction d'un but complémentaire.....	766
d. Les transformations par affiliation ou fusion.....	767

TABLE DES MATIERES

C. LES POSSIBILITÉS DE TRANSFORMATION DU BUT SOCIAL MALGRÉ LE TEXTE DE L'ART. 74 CCS.....	167
a. <i>L'art. 74 CCS est-il de droit impératif ?</i>	767
b. <i>La transformation du but social à l'unanimité</i>	168
c. <i>La dissolution et la création d'une nouvelle association</i>	769
d. <i>Les conditions de l'action en annulation</i>	769
ART. 75.....	171
A. LES CONDITIONS PERSONNELLES DE L'ACTION DE L'ART. 75 CCS.....	172
a. <i>L'action de l'art. 75 CCS appartient aux sociétaires</i>	772
b. <i>La capacité passive</i>	772
c. <i>Les statuts ne peuvent pas exclure ou limiter les capacités active et (ou) passive d'agir en vertu de l'art. 75 CCS</i>	773
B. LES DÉCISIONS SUJETTES À CONTESTATION JUDICIAIRE.....	173
a. <i>Une décision de Vassociation</i>	773
b. <i>Une décision... «qui viole des dispositions légales...»</i>	774
c. <i>Une décision qui viole les dispositions statutaires</i>	774
C. L'ACTION EN JUSTICE.....	179
a. <i>Pouvoir de cognition du juge</i>	779
b. <i>Les statuts peuvent-ils valablement prévoir le recours à l'arbitrage ?</i>	180
c... <i>«dans le mois à compter du jour où il en a eu connaissance»</i>	184
ART. 76.....	187
A. LES CONDITIONS DE LA DISSOLUTION VOLONTAIRE.....	188
a. <i>Les motifs de la dissolution</i>	188
b. <i>Les conditions formelles de la dissolution volontaire</i>	188
B. MODALITÉS PARTICULIÈRES DE LA DÉCISION DE DISSOLUTION VOLONTAIRE.....	191
a. La fusion.....	797
b. <i>La révocation de la dissolution</i>	792
ART. 77.....	195
A. L'INSOLVABILITÉ.....	196
a. <i>La définition de l'insolvabilité</i>	796
b. <i>La constatation de l'insolvabilité</i>	796
B. L'IMPOSSIBILITÉ DE CONSTITUER STATUTAIREMENT LA DIRECTION.....	199
a. <i>Impossibilité consécutive à la réduction du nombre des sociétaires</i>	199
b. <i>Impossibilité consécutive au refus des membres d'assumer les fonctions au sein de la direction</i>	200

C. IMPOSSIBILITÉ CONSÉCUTIVE À D'AUTRES CAUSES «DE PLEIN DROIT».....	201
a. Impossibilité consécutive à l'accomplissement du but social.....	201
b. Impossibilité consécutive au fait que le but social ne peut pas être atteint	201
ART. 78.....	203
A. QUALITÉS POUR INTENTER L'ACTION DE L'ART. 78 CCS.....	204
a. «L'autorité compétente».....	204
b. Qui a qualité «d'intéressé»?.....	205
B. QUALITÉS POUR PRONONCER LA DISSOLUTION SELON L'ART. 78 CCS.....	205
a. Compétence «ratione materiæ».....	205
b. Compétence «ratione loci».....	206
c. Dies a quo.....	206
C. LE CARACTÈRE ILLICITE OU CONTRAIRE AUX MŒURS DU BUT SOCIAL.....	206
a. Définition de l'illicéité et de la contravention aux mœurs.....	206
b. La définition du «but», selon l'art. 78 CCS.....	207
c. Applicabilité de l'art. 78 CCS.....	209
ART. 79.....	217
A. LA LIQUIDATION DE L'ASSOCIATION.....	218
a. La dissolution n'entraîne pas immédiatement la fin de la personnalité morale.....	218
b. Fin de la personnalité morale.....	218
B. LA DISSOLUTION (ET LA RADIATION) SANS LIQUIDATION. . .	219
a. La fusion.....	279
b. Le sociétariat, comme suite à la fusion.....	220
c. Modalité du transfert du patrimoine en cas de fusion.....	220
TABLE DES MATIÈRES PAR CONCEPTS.....	221